
MARRAKECH – Réunion des dirigeants régionaux d’At-Large
Mercredi 26 juin 2019 – 13h30 à 15h00 WET
ICANN65 | Marrakech, Maroc

MOHAMED EL BASHIR : C’est une réunion des leaders régionaux d’At-Large. Nous allons nous concentrer sur les organisations régionales et les activités des organisations régionales. Nous allons voir les plans stratégiques pour la sensibilisation et l’engagement pour l’année fiscale 2020. Nous allons essayer de coordonner tout cela avec l’ALAC. Il y aura une mise à jour de la part de Mary Wong sur les ABR. Nous allons voir les fonds discrétionnaires des RALO et le statut des fonds disponibles alloués à chaque RALO pour les activités. Et ensuite, nous espérons tomber d’accord pour les assemblées générales des RALO pour l’année fiscale 2021-2024.

Sans plus attendre, nous pouvons commencer avec l’analyse de chaque RALO et des plans stratégique d’engagement et de sensibilisation. On va commencer avec AFRALO, par ordre alphabétique.

FATIMATA SEYE SYLLA : Merci beaucoup Mohamed.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Pour AFRALO, je vais vous parler un petit peu de ce plan stratégique. Nous allons parler de la région Afrique. L’objectif de notre stratégie pour l’année fiscale 2020 sera de travailler avec les utilisateurs finaux de l’Afrique pour leur parler de l’intérêt des activités de l’ICANN pour eux et d’engager les utilisateurs finaux dans le développement des politiques. C’est ce que nous essayons toujours de faire. Nous voulons aller plus loin, nous voulons promouvoir le modèle multipartite de l’ICANN. C’est un processus de prise de décisions. Et comment les organisations internet deviennent accréditées, des ALS, pour que nous ayons plus d’ALS au niveau des associations qui travaillent dans l’internet en Afrique. Nous voulons promouvoir le leadership et les activités de sensibilisation. Nous ne sommes pas encore assez représentés. Nous faisons de notre mieux mais véritablement, nous avons besoin de plus de leaders à l’ICANN.

Pour ce faire, nous avons des stratégies. Nous allons travailler en collaboration étroite avec le vice-président engagement pour l’Afrique. Nous allons rester en consultation constante avec eux. Et nous allons essayer d’accroître le nombre de membres AFRALO qui s’engagent dans les développements de politiques à l’ICANN. Ils participent plus aux manifestations qui se déroulent en Afrique et tout particulièrement dans des pays sans ALS pour s’assurer que nous ayons une bonne sensibilisation à l’ICANN, c’est-à-dire que les organisations se consacrant à l’internet en

Afrique soient intéressées par AFRALO et que ces associations deviennent des ALS. On fait beaucoup de travail de sensibilisation pendant les réunions et je crois que le meilleur exemple que nous pouvons avoir, c’est quelque chose que nous avons commencé il y a longtemps avec beaucoup d’étudiants qui viennent, qui sont venus à ICANN65 pour formation.

Je ne vais pas lire tous les points qui sont à l’écran mais ce que j’aimerais dire aujourd’hui, c’est que nous allons organiser plus de manifestations locales, nous allons continuer à identifier au niveau des universités comment nous pouvons travailler avec des étudiants comme on l’a fait ici. Et on veut véritablement avoir des jeunes leaders africains. On doit les identifier, on doit avoir des modèles à AFRALO qui vont devenir des mentors qui vont faire des activités de coaching pour ces jeunes. Donc ce que nous allons cibler comme manifestation, on va utiliser le financement CROP, les réunions AFRINIC au Rwanda. Cela se déroulera en décembre. Nous allons avoir en 2020 un sommet internet pour l’Afrique. Et nous avons des FGI sous-régionaux en Afrique pour la région Afrique, donc des forums de gouvernance de l’internet. Ce sont des manifestations que nous ciblons pour l’année 2020. Nous allons également organiser l’assemblée générale d’AFRALO en 2021 et ce sera durant le sommet internet pour l’Afrique. On ne sait pas encore où cela va se dérouler mais on l’apprendra bientôt sur le wiki. On l’indiquera sur le wiki ;

donc beaucoup d’informations sur le wiki. Vous pouvez avoir accès à ces informations.

Voilà tout ce que je voulais dire, Mohamed. Voilà notre stratégie. Donc je représente AFRALO au niveau de la commission de la sensibilisation et de l’engagement. Merci.

MOHAMED EL BASHIR : Très bien, merci Fatimata.

Nous allons maintenant pouvoir passer à APRALO. Satish a la parole.

SATISH BABU : Tout d’abord, notre objectif général pour l’année, c’est d’être au niveau géographique et au niveau thématique en ce qui concerne les manifestations parce que vous savez, c’est une très grande région du monde, l’Asie-Pacifique. Nous avons des pays qui ne sont pas couverts encore, on n’a pas de membres.

Donc nous avons essayé en liaison avec l’équipe GSE, d’engagement mondial de faire plus et de mieux couvrir la région, une région qui n’est pas assez desservie. Donc on a besoin de plus de manifestations.

Nous allons avoir une manifestation en 2019, un FGI régional qui se tiendra en Russie dans la partie la plus à l’est de la Russie,

donc région pacifique de la Russie. Maureen sera présente. Lianna, Nadira qui est boursière et moi-même, grâce à CROP, je vais pouvoir m’y rendre si j’obtiens un visa.

Nous allons tenter de participer au FGI de Berlin avec un financement privé parce que l’ICANN ne peut pas nous y envoyer. Et APRICOT également, c’est technique mais c’est quelque chose qui se passe dans la région. Nous avons CROP qui nous aider pour cela. Ali va se rendre avec CROP et d’autres en leur nom personnel et sur leur fonds personnels.

Nous allons au Myanmar ; c’est un pays où on n’a pas de présence. Cela va être fait avec le département GSE avec l’équipe de Jia-Rong. Donc cela va être au début de l’année 2020 alors que c’était prévu pour la fin 2019. Il y a des endroits où le russe est beaucoup parlé. Il y a des régions qui sont entre EURALO et APRALO.

En collaboration avec la personne qui s’occupe de la Russie au GSE de l’ICANN, nous tentons de travailler parce que nous avons Lianna dans notre leadership qui parle Russe. Grâce à elle nous essayons, selon la langue qui sera parlée dans cette manifestation, d’aller dans cette région centrale entre l’Europe et la Russie.

L’équipe de Jia-Rong nous aide beaucoup et la prochaine manifestation de l’année sera très proche du début de l’année

financière 2020. Vous savez, il y a un délai de sept ou huit semaines pour obtenir un financement CROP. Pour le 14 juillet par exemple, cela pose problème d’obtenir un financement. C’était trop tard pour l’année précédente et trop tôt pour l’année fiscale 2020.

Il y a un travail qui a été fait avec l’équipe CROP et nous proposons qu’il y ait un mécanisme pour ne plus connaître ce problème à l’avenir parce que les premières semaines de juillet posent problème. On ne peut aller dans des manifestations financées par CROP à ce niveau-là durant cette période. Il y a d’autres manifestations auxquelles on va participer, par exemple le Moyen-Orient le forum DNS APIGA, une école de gouvernance de l’internet ciblée pour les jeunes. Il y a des SIG en Arménie, Bangladesh, Inde, Sri Lanka et ainsi de suite.

Nous avons également des lettres d’informations tous les mois qui sont diffusées qui sont bien rédigées et beaucoup lues. Au niveau des réseaux sociaux, nous avons un groupe qui travaille à cela avec John. Nos représentants travaillent étroitement à cela.

Le dernier point que j’aimerais soulever, c’est que nous voulons faire quelque chose dans le Pacifique au niveau de la sensibilisation. Le Pacifique, c’est très large. On couvre mal le Pacifique, Micronésie par exemple. Mais on n’a pas été en mesure de trouver de manifestations qui rentrent bien dans

notre cadre de référence. L’année prochaine, on va voir ce que l’on peut faire dans cette région du Pacifique, Micronésie. Merci beaucoup.

MOHAMED EL BASHIR : Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à Olivier Crépin-Leblond avec EURALO.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Oui, je suis un petit peu perdu. Excusez-moi. Je vais vous donner une mise à jour de ce qu’EURALO a comme plan stratégique.

Nous avons beaucoup appris cette année pour l’année fiscale 2019. Le plan stratégique, notre objectif principal était de couvrir les principales manifestations se déroulant en Europe et nous avons été en mesure d’utiliser à la fois CROP comme financement et également les fonds discrétionnaires pour envoyer des personnes à plusieurs évènements, notamment le FGI de Paris en 2018. Nous avons eu quelqu’un également qui était à EuroDIG. SEEDIG était couvert et d’autres manifestations plus petites étaient couvertes.

L'année prochaine, nous avons l'intention de travailler de la même manière. Tout d'abord, je lis là, il y a bien sûr à Lisbonne une manifestation importante pour l'ICANN. Je crois que c'est au moins d'août – non, ce n'est pas au moins d'août, c'est un peu plus tard, c'est en octobre cette année. D'habitude, c'est l'été mais en fait maintenant, cela a changé un petit peu. Il y a RIPE 79 à Rotterdam, on va essayer d'envoyer quelqu'un là-bas. C'est une réunion annuelle, RIPE79. Le FGI de Berlin, on en a déjà parlé un petit peu plus tôt. Je ne vais pas en dire plus à ce sujet.

Il y a re:publica qui se passe à Berlin en mai 2020. Republica, c'est la société civile principalement. Une réunion de contenu intéressante au niveau du contenu. Nous avons également des structures locales At-Large qui ont envoyé des personnes à re:publica. Et nous essayons d'avoir un atelier de représentation de l'ICANN à re:publica pour parler des noms de domaine.

Ce n'est pas exactement en rapport avec le contenu mais nous avons RIPE 80. Il y a deux réunions RIPE à Berlin. Donc vous voyez, il y a beaucoup de choses qui se passent en même temps. RightsCon, cela va être au Canada... excusez-moi, au Costa Rica. On l'a mis sur notre liste mais cela ne va pas être en Europe. Ce aurait pu [inaudible] en Europe.

Nous avons EuroDIG. C’est en début juin 2020 et cela va être dans la belle ville italienne de Trieste. Cela vient d’être annoncé la semaine dernière. Et Roberto Gaetano a suggéré cette ville et a participé à l’organisation d’EuroDIG. Cela va être bien. On a participé à cette réunion, non seulement à l’ICANN mais au niveau de l’écosystème de l’internet. Nous avons une bonne relation avec EuroDIG. Nous sommes des partenaires d’EuroDIG en tant que RALO. Nous ne contribuons pas au fonds mais nous faisons des dons en nature, c’est-à-dire que beaucoup de nos membres sont présents et se portent bénévoles.

SEEDIG, c’est une autre manifestation où nous voudrions envoyer des personnes. Cette année, deux personnes s’y sont rendues, Matthias Hudobnik et Nenad Marinkovic. Matthias vient d’Autriche, Nenad de Serbie. Matthias, vous le savez, va se joindre à l’ALAC à la réunion générale annuelle. Donc on va beaucoup participer à cela.

D’autres manifestations qui pourraient éventuellement se dérouler. Vous savez, il y a des manifestations plus locales, plus petites. Et on utilise là les structures At-Large. On n’a pas adressé une liste de tout cela. Cela pourrait être des dizaines des manifestations, en Ukraine, en Europe de l’Est. Vraiment, on met l’accent sur l’Europe de l’Est parce que c’est là où il y a des pays qui n’ont pas de structures At-Large dans ces pays. On essaie d’avoir des structures At-Large dans ces pays. On travaille

étroitement avec le groupe d'engagement mondial. Nous avons le problème de la situation politique qui n'est pas toujours facile dans ces pays. Peut-être que ce serait des membres individuels que l'on pourrait trouver dans ces pays d'Europe de l'Est parce que sinon, si vous êtes une association, vous devez vous inscrire et là, cela peut poser problème si vous avez un rapport au niveau de l'homologation avec les rapports qui existent avec l'ICANN. Donc cela peut poser des problèmes pour les ALS dans certains de ces pays. Mais nous y travaillons et nous pensons essayer de trouver des moments individuels dans ces régions et ces pays.

Merci beaucoup de votre attention et de m'avoir donné la parole. Et tout le monde est le bienvenu bien sûr à Berlin à la fin de cette année. J'espère qu'il ne fera pas trop froid. Je crois que c'est absolument magnifique comme centre de conférences, c'est le plus grand hôtel d'Allemagne avec une boîte de nuit à l'intérieur. C'est marqué sur les documents officiels des Nations Unies. Ce n'est pas moi qui me suis particulièrement intéressé à la boîte de nuit, non.

MOHAMED EL BASHIR : Très bien. Merci beaucoup, vous nous donnez envie d'aller à Berlin.

LACRALO a maintenant la parole.

SERGIO SALINAS PORTO : Merci beaucoup Mohamed. Je vais m’exprimer en espagnol. Merci.

Tout d’abord, j’ai un bref commentaire sur l’année fiscale précédente. Nous avons participé à l’école de gouvernance de l’internet pour la région Sud. On y était en 2018 et cela a un impact fort sur notre région. Pour la première fois, nous avons incorporé huit membres individuels et nous les avons accueillis. Nous avons finalisé leur dossier de demande et de candidature. Ils ont quatre ALS de quatre pays différents ; tout à fait intéressant. Ils ont déposé les dossiers de demande. Donc on espère beaucoup que cette école de gouvernance de l’internet des pays du Sud soit très fructueuse au niveau des personnes que l’on peut recruter. Nous avons travaillé en Argentine dans la province de Salta et nous allons aller dans cette réunion.

Notre objectif pour l’année fiscale 2020 est d’accroître l’engagement de l’Amérique latine et des Caraïbes par rapport aux utilisateurs finaux de l’internet. Et pour le développement des politiques de l’ICANN, nous voulons promouvoir le modèle multipartite de l’ICANN et son modèle ascendant par l’intermédiaire de développement des compétences et capacités auprès des organisations internet ou associations internet pour qu’elles deviennent des structures At-Large pour

que des personnes, des membres individuels se joignent à LACRALO pour qu’il y ait plus d’interaction avec l’Amérique latine, avec la communauté des Caraïbes également pour promouvoir une participation accrue à l’écosystème de l’ICANN avec l’accent mis sur notre région.

Nous voulons participer à plusieurs manifestations de la région avec une concentration sur ces pays qui n’ont pas encore d’ALS. Nous nous concentrons sur l’Amérique centrale et les îles des Caraïbes pour une participation meilleure de nos collègues des Caraïbes. Nous voulons travailler en collaboration avec le personnel d’At-Large de l’ICANN et avec le service d’engagement et de sensibilisation pour des activités dans cette région du monde en travaillant avec les universités et autres institutions et communautés. Nous nous concentrons là-dessus en tant que stratégie.

Nous avons besoin des fonds disponibles pour ces activités de sensibilisation, des fonds discrétionnaires des RALO et le financement du programme CROP ainsi que les outils en ligne d’apprentissage de la plateforme ICANN Learn. Il y a donc certaines stratégies et activités qui ont été soulignées parce que dans notre plan stratégique, nous avons vu de bons résultats ces dernières années et nous voulons mettre en œuvre certaines de ces activités avec au moins six membres de la région et dans la région qui s’engage et beaucoup dans les PDP de l’ICANN pour

avoir une participation au PDP de la GNSO ou avec le groupe de travail des politiques consolidées. Nous allons également travailler avec l’équipe d’At-Large et les autres groupes de travail dans l’élaboration de matériel de documents d’éducation que l’on puisse utiliser à LACRALO. Et ayant ces documents, on pourrait donc générer de nouveaux espaces de participation et de formation dans la région.

On tient également à encourager les ALS à tenir des séances qu’on appelle readout sessions à la fin des séances publiques puis des projets de suivi de personnes, de projets et ce, dans le but d’habiliter les utilisateurs finaux en général. Il y a une liste d’évènements où nous comptons participer, parmi lesquels nous avons le Security Summit [inaudible] qui s’organisera à Mexico en septembre 2019 puis LACNIC LACNOG, réunion qui se tiendra également en octobre 2019 à Panama. On a le LAC-i-Roadshow qui on ne sait pas où va se tenir pour l’instant.

On tient à participer également à la réunion de Cancun en 2019 où nous espérons pouvoir organiser une activité des membres du Conseil d’Administration de LACRALO. On a une nouvelle structure de participation dans la région. Donc il nous semble qu’il est important de la consolider. La réunion de Cancun sera la première fois que ce conseil se réunira. Nous voulons saisir cette occasion du fait d’être tous dans une même salle en

personne pour discuter un peu de l’écosystème de l’ICANN et pour profiter de ce cadre que nous offre la réunion.

Puis on a l’école de gouvernance de l’internet avec ses activités. On vient de voir qu’il y a le RightsCon également qui va se tenir dans notre région. Il faudra discuter avec Rodrigo de la Parra qui est là pour qu’il nous aide, qu’il nous accompagne. Ce sera sans doute un des sujets à aborder. On s’était réunis hier pour en discuter et on n’avait pas repéré le RightsCon. Donc il faudra qu’on rajoute cela à notre liste.

Encore une autre chose, on a ajouté quelque chose qui nous semble être essentielle et c’est le fait que la plupart des ALS de la région ont des évènements dans leur pays le 17 mai qui est le jour mondial de l’internet. Donc à partir de cela, on s’est dit qu’il pourrait y avoir une participation particulière mais générer aussi un espace pour que notre région vienne se présenter dans ces espaces. L’idée est de pouvoir parler de l’ALAC et de l’At-Large dans ces évènements-là. Merci.

MOHAMED EL BASHIR : Merci Sergio. C’était bien détaillé, vous avez beaucoup de travail entre les mains. Vous avez beaucoup à faire l’année prochaine, donc bon courage pour trouver les fonds pour tout faire.

Nous allons maintenant passer à NARALO. Est-ce Glenn ou Eduardo ? Je ne sais pas. Allez-y.

EDUARDO DIAZ : Merci. Je vais céder la parole à Glenn qui pourra mieux expliquer notre plan stratégique.

GLENN MCKNIGHT : Moi, je vais céder la parole à Judith... Non, ce n’est pas vrai. Je serai bref.

Mon rapport est déjà publié ; vous l’avez à l’écran. Nous avons présenté une stratégie en mai 2018. Elle a été envoyée et approuvée par Chris Mondini. Il y a beaucoup de détails de ce que nous espérons faire. Nous allons utiliser tous les fonds que nous avons jusqu’au dernier centime, que ce soit des fonds CROP ou des fonds discrétionnaires pour nos activités.

Nous nous sommes plutôt concentrés sur la sensibilisation dans les régions qui sont mal représentées. Il y a des secteurs des États-Unis qui n’ont pas d’ALS. Il est probablement pareil dans vos régions. C’est toujours un défi commun, mais il y a certaines régions dans l’Ouest des États-Unis et dans le Midwest qui n’ont pas de couverture et où on a du mal à trouver des participants. Lorsque l’ICANN aura son évènement à Seattle, on pense que ce sera une bonne occasion pour nous en occuper mais ce sera

aussi la date de l’assemblée générale. Donc on a une vision à long terme de ce qu’il faudrait qu’on fasse.

Vu que Sergio a soulevé la question de l’école de gouvernance internet à laquelle j’ai également assistée en tant que participant, je dirais que c’est un évènement qui a été très bien reçu, très apprécié. Et Adrien est une personne fantastique. Il a fait un travail incroyable à Mexico. Or la différence dans notre cas est qu’à NARALO, l’équipe qui était à Porto Rico a organisé sa propre école de gouvernance internet qui était incroyable. Et en Amérique du Nord, nous sommes les propriétaires de ce format d’école de gouvernance internet. L’équipe de Porto Rico a organisé la première édition qui était organisée sur une période de trois jours. Et moi, je serai responsable de l’école de gouvernance internet qui se tiendra le 31 et le 1^{er} novembre. Donc avant et après la réunion de Montréal, on aura trois postes pour les gens d’ATLAS pour qu’ils puissent profiter de cette occasion pour y participer. On a un processus de candidature à travers lequel il est possible de se présenter comme candidat. On ne paiera pas votre déplacement, et si vous n’avez pas des fonds d’ATLAS III mais vous pouvez venir de toute façon, sachez qu’il n’y a pas suffisamment de fonds pour faire venir tout le monde. Cela va être une activité de deux jours à Montréal.

Pour ce qu’est de la participation, on a eu un bulletin pendant quatre ou cinq ans. Eduardo faisait un travail qui est tout à fait

digne d’éloges. Suzanna est maintenant l’éditrice. À chaque fois, on essaie de faire tourner cette responsabilité mais ce que nous avons fait est de considérer les grandes questions que nous avons dans la région. On a les NARALO insights comme on l’appelle. Récemment, on en a fait un sur le travail de Brian Cute sur le modèle multipartite. Nous avons tous les trois tenu une séance pour discuter des sujets qui sont liés au multipartisme. Il y a également les Canadiens qui ont une nouvelle charte internet qui a été élaborée par le gouvernement canadien.

Mais l’idée est de profiter des ressources qu’on a une fois qu’elles sont prêtes et on les distribue. Il faut juste avoir accès à la salle Zoom. Donc comme vous voyez, tout le monde peut y participer.

Il y a Bill qui est là dans la salle. Vous le voyez ? Bill organisera une séance sur l’IDN. On a eu Ajay ce matin qui organise une séance sur l’acceptation universelle. Donc tous les sujets de grand intérêt qui sont des sujets brûlants vont être abordés parce qu’on prendra le temps pour éduquer nos ALS et nos membres non affiliés. Et c’est sur cela que nous nous concentrons.

Nous avons beaucoup travaillé, surtout on a plus de membres individuels, on a plus de membres individuels que d’ALS désormais je dirais même. Ici, vous voyez les fonds

discrétionnaires. Vous verrez qu’on a discuté avec la communauté de ce qu’il faudrait qu’on fasse avec ces fonds. Et on nous avait suggéré que les gens de la communauté soient bien au courant de la disponibilité de ces fonds qui ne sont pas disponibles seulement pour les déplacements ou pour les hôtels. Donc on leur demande constamment. Je suis sûr que vous avez la même situation chez vous. Mais on a organisé des séances de briefing, de lecture et de discussion après la réunion, donc les readout. Je répète, c’est la bonne manière de contacter la communauté. Nous avons utilisé tous les fonds discrétionnaires déjà je pense, Eduardo, n’est-ce pas ? On a tout dépensé les fonds discrétionnaires de l’année dernière je dois dire.

Donc pour cet exercice fiscal qui commence bientôt, nous sommes en train d’évaluer les fonds CROP. On aura une grande conférence du secteur des organisations à but non lucratif à Baltimore pour l’exercice fiscal 2020. Le CROP ne sert plus à payer pour l’enregistrement, donc vous devez faire comme l’a fait Judith, les harceler. Elle est magnifique, elle harcèle les gens, elle fait un travail surprenant. N’est-ce pas ?

JUDITH HELLERSTEIN : J’ai fait une présentation sur la gouvernance de l’internet dans la réunion. C’est pour cela qu’ils ont pu m’exempter de payer les

frais d’enregistrement. Quand les frais d’enregistrement pour participer à une réunion sont très élevés, vous pouvez proposer d’organiser une séance et de vous assurer qu’il y ait différentes perspectives qui y soient comprises. C’est pourquoi j’ai invité des personnes qui ne font pas partie de l’ICANN qui sont venues parler d’autres questions associées à la gouvernance de l’internet. Donc voilà un moyen de pouvoir accéder sans payer.

Et puis si les organisations sont membres, vu que cette réunion sera tenue à Baltimore, il faudra voir avec l’équipe de participation des parties prenantes mondiales quelles sont les meilleures manières de faire participer les gens sachant qu’à notre avis, c’est d’avoir un stand. C’est comme cela qu’on peut faire la sensibilisation. On ne peut pas laisser des brochures ailleurs. Les stands ont beaucoup de trafic. Vous savez que tout se passe dans les couloirs. Les gens passent devant tout le temps, pour aller manger, pour la pause-café. C’est comme cela qu’on arrive à discuter avec les autres et à faire de la sensibilisation sur l’ICANN.

GLENN MCKNIGHT :

Super. Alors à Portland, Oregon, on aura également un autre évènement sur la Côte Ouest. Il s’agit de la conférence de l’inclusion numérique. Nous y avons participé deux fois déjà ; ce sera notre troisième fois. Il faut se proposer comme orateur, être

programmé, connaître les organisateurs pour qu’ils vous permettent de distribuer vos brochures. Donc si vous voulez en fait faire du travail de recrutement, il faut que vous ayez un plan à long terme pour pouvoir contacter tous ces gens.

Et puis pour ARIN, il y a également un évènement. Vous savez qu’on a signé un protocole d’accord avec ARIN qui a désormais un programme de bourses, ce qui est plus encourageant ; cela nous encourage encore plus à être proches d’eux. Voilà la fin de ce que j’avais à dire. Merci.

MOHAMED EL BASHIR : Merci Glenn.

On a un peu réagencé les points à l’ordre du jour. On passera à Mary Wong, vice-présidente des opérations stratégiques de la communauté. Et elle nous présentera les ABR et une fois qu’elle aura fait sa présentation, on reprendra les sujets brûlants et la mise à jour.

MARY WONG : Bonjour à tous. Je sais qu’on s’est déjà rencontrés. On a déjà discuté hier pour beaucoup d’entre vous mais cela fait toujours du bien de venir vous voir, de discuter avec vous parce que certaines des initiatives sont organisées avec vous et avec

d’autres départements également. Et je sais que vous y attachez une grande importance.

Je n’ai pas de présentation parce qu’étant donné le peu de temps qu’on a toujours lors de ces réunions, il m’a semblé plus raisonnable de mettre en valeur les points saillants par rapport au processus d’ABR pour l’année prochaine pour les demandes budgétaires supplémentaires. Vous pourrez me poser les questions que vous avez pour cet exercice, pour l’exercice de l’année prochaine à la fin.

On a commencé à discuter du processus de gestion de cette demande budgétaire supplémentaire, ce qui ne marche pas très bien. Göran et l’équipe exécutive nous ont demandé de faire cela, justement de nous pencher sur le processus des deux ou trois dernières années. Et mon équipe prépare désormais un rapport pour l’exécutif qui porte sur le niveau d’utilisation, la quantité de demandes qu’on va utiliser qu’on peut utiliser au cours du processus. Je n’ai pas de date butoir mais ce qui est prévu est que les résultats seront partagés avec la communauté dès que le rapport sera prêt bien sûr et on espère que cela soit fait d’ici quelques mois.

Comme d’habitude, le processus ABR commence vers la fin de l’année de calendrier mais en général à la moitié de l’exercice fiscal parce que comme vous le savez bien évidemment,

l’exercice fiscal de l’ICANN commence au 1^{er} juillet. Et comme vous saurez également, le processus de planification est très long et prend beaucoup de temps. On n’a pas de calendrier pour l’année prochaine pour l’instant mais je voulais que vous en soyez conscients dès maintenant parce que d’une part, vous aurez vu qu’à partir des approbations de cette année pour l’exercice fiscal 2020, il y a eu des approbations qui ont un impact pour tous les groupes communautaires, non seulement pour vous mais pour lesquels nous avons ajouté un texte qui est un peu plus restrictif par rapport aux besoins de rapports. C’est un peu plus exigeant. Et ces rapports doivent être présentés en temps voulu. On a toujours eu cette exigence mais on ne s’était pas penchés véritablement sur l’application de ces exigences. Mais étant donné qu’il s’agit de l’utilisation de fonds de l’ICANN, on nous a demandé d’être un peu plus strictes là-dessus. Donc je vous encourage que si vous utilisez des fonds, s’il y a une exigence de rapports, remettez-les-nous en temps et en heure parce que cela aura plus d’importance dans l’avenir.

Pour l’exercice fiscal 2021 – et je sais que cela a l’air d’être loin mais ce ne l’est pas – en fait, on commencera à travailler dès novembre. C’est ce qu’on a fait pendant les années précédentes. En général, ce travail se fait entre novembre et janvier et c’est à ce moment-là qu’on prévoit les activités de l’exercice suivant. Donc dans le cadre de l’exercice de rapports que je viens

d’évoquer, regardez quels sont les formulaires qui sont utilisés pour les ABR.

Il est important d’en être au courant et d’y faire attention parce que les exigences pour les ABR, au moment de les évaluer, est de savoir que les décisions se prennent à partir de ce qui est contenu dans nos formulaires. Donc revenant sur la question des fonds et de la responsabilité, de la reddition de compte, il est important que les objectifs déclarés par chaque groupe dans le formulaire, les résultats prévus, les mesures, les fonds estimés soient tout à fait clairs pour qu’on ait une bonne compréhension, nous en tant qu’équipe d’évaluation, et cela nous aidera à savoir par exemple que si vous prévoyez de dépenser une telle quantité de fonds sur une initiative, vous ne serez pas nécessairement restreint à ces fonds-là mais c’est utile de le savoir parce qu’on a beaucoup de demandes. Donc c’est bien d’avoir une idée claire de ce que vous demandez et de ce que cela pourra nous rapporter. Donc quel serait le rendement attendu ? Soyez réalistes comme cela, au moment de recevoir le rapport, on pourra mettre justement en rapport les attentes et les résultats Donc on espère que vous ferez plus attention aux rapports en espérant qu’ils vous aideront à mieux rationaliser, définir et clarifier les demandes.

Voilà tout ce que j’avais à dire mais je suis là pour écouter quelles sont vos questions pour y répondre si vous en avez.

MOHAMED EL BASHIR : Merci Mary. Daniel ?

DANIEL NANGHAKA : Merci. Au cours de la session précédente, on a discuté la question de l’emplacement géographique. Malheureusement, vous n’étiez pas dans la salle. Or, il y a des régions comme les Caraïbes anglophones qui se sentent un peu entre deux chaises, entre l’Amérique du Nord et l’Amérique latine. Donc il pourrait y avoir des demandes qui ne sont pas vraiment traitées parce qu’ils sont à cheval entre les deux. Donc que faire dans ces cas-là ?

MARY WONG : Merci de cette question. Je pense que c’est quelque chose que l’on avait discuté lors de notre discussion précédente qui portait surtout sur le programme CROP de sensibilisation régionale et communautaire parce que le CROP est divisé en régions. Et c’est une discussion qui est en cours, qui n’est pas finie.

Et pour ce qu’est du processus de demandes budgétaires supplémentaires ABR, je n’ai pas entendu parlé de ce problème parce que cela dépend surtout de la nature de la demande. Donc si par exemple on reçoit une demande de soutien pour une activité en particulier dans une régions faiblement desservie, si

le groupe veut apporter son idée de ce qu’est vraiment l’initiative ou de ce que cela nous rapporterait, ce n’est plus une question de la région à laquelle le pays appartient. Donc si vous décidez de présenter une demande, il est important de voir si elle est spécifique à une région. Et dans ce cas-là, il faudrait communiquer avec les équipes régionales de l’ICANN de notre département de participation des parties prenantes mondiales qui travaillent dans la région pour leur demander leurs conseils, pour leur demander leur orientation avant de présenter l’ABR. Et bien sûr, ils travaillent de près avec nous du côté des politiques. Donc on fait de tout notre possible pour vous aider à présenter des demandes claires. Mais je ne pense pas que ce soit un empêchement pour les ABR. Merci.

GLENN MCKNIGHT :

Je suis Glenn. Pas Ricardo. Mais il dit qu’il faut que je parle en espagnol ? Je lui rends sa carte de nom. Je vais revenir sur une demande qui a été présentée en début d’année.

Je voulais organiser un atelier sur la politique. Mon activité a été rejetée. J’ai vu qu’on avait reçu des fonds l’année dernière. La NCUC a organisé cette activité l’année dernière et ils l’ont faite encore cette année et ils ont reçu des fonds. Donc j’étais curieux. Je n’ai pas très bien compris pourquoi, d’une part parce que j’ai vu quels étaient nos besoins et quels étaient les résultats

attendus. Et je n’ai pas bien compris parce que notre activité a été rejetée, la leur a été acceptée. C’était des activités similaires donc je n’ai pas compris pourquoi cela s’était déroulé comme cela. Donc peut-être que vous pourrez nous présenter la manière de bien préparer une proposition qui soit acceptée, comment faire.

MARY WONG :

Merci pour cette question Glenn. J’essaierai d’y répondre à deux niveaux.

En termes généraux, nous avons tendance à être d’accord avec vous. C’est vrai que ce n’est pas seulement pour les RALO mais pour tous les groupes communautaires qui veulent présenter un ABR d’avoir plus de consultation et de demander plus d’orientation avant de présenter la demande. Ce n’est pas que cela passe par une boîte noire et puis que vous ne savez pas ce qui s’est passé, qu’est-ce qu’on aurait pu mieux faire. Parce que comme je le dis, les demandes que j’évalue vont dépendre de ce qui est inclus dans le formulaire. Donc je reçois des informations. Je vais vous présenter un exemple clair.

L’année dernière, on a reçu une demande générale qui disait : « On voudrait avoir des fonds de déplacement pour que 10 membres se rendent à cet évènement. » Un point c’est tout. Vous savez que cela ne va pas passer. C’est un exemple extrême

comme je le dis. Mais plus c’est clair, mieux c’est défini, plus il est objectif et plus il est évident de savoir quels sont les objectifs, les rendements. Donc c’est cela qui nous aide.

Par rapport à la demande que vous évoquez spécifiquement, l’une des difficultés avec cette demande et ce n’est pas spécifique à la demande, c’est une question de temps. La demande de la NCUC a reçu des fonds comme vous dites les deux fois parce qu’il était clair ou au moins une autre approbation était directement liée à la préparation d’un cours en ligne sur l’élaboration de politiques. Et le formateur qui était engagé était très centré sur les documents qui étaient livrables et non pas seulement sur la formation.

Vous aurez remarqué que même pour cette formation, le travail qui a été fait, on s’est éloigné un peu des activités en personne et on est plutôt passé aux webinaires. C’est pour cela que je dis c’était à cause de la date à laquelle l’évènement s’est tenu.

Mes collègues du département de soutien du PRS vous diront en fait que cet atelier les aide à préparer la dernière partie de leur travail. Vous savez, Glenn, que ce n’est pas tout simplement une question de préparer des diapositives, des vidéos, des documents et tout publier. Il faut écrire un scénario, regarder les contenus, faire des interrogations. Cela prend du temps de préparer un cours en ligne comme cela.

Donc je pense que parmi les fondements pour cette approbation en particulier, les évaluateurs disaient que votre groupe est la communauté At-Large en général devaient fournir des retours une fois que le cours serait fini pour voir comment améliorer ce travail, comment faire qu’ils nous aident plus et dire : « Ce sera utile pour nous et cela nous aidera à nous améliorer en raison de X. » Et ce n’était pas clair dans le formulaire. Pour moi, c’était cela l’explication. J’espère que ce sera plus clair maintenant.

MOHAMED EL BASHIR : Je vois qu’il y a d’autres personnes qui veulent intervenir. Nous donnons la parole à Heidi.

HEIDI ULLRICH : Au sein d’At-Large, nous avons des étapes supplémentaires pour ces demandes. Et cela passe par l’intermédiaire de la sous-commission des finances et du budget de l’ALAC. Ce groupe commence à travailler vers la fin novembre sur les demandes de budget supplémentaire. Et nous essayons d’analyser toutes les demandes qui arrivent avec le personnel de l’ICANN. Nous travaillons avec tout le personnel par exemple de l’engagement et de la sensibilisation, voir si l’on peut finaliser d’une différente manière un projet. On avait 19 demandes qui étaient en attente dans cette sous-commission financière. Pour le FGI, la décision a été prise de ne pas inclure cela en raison des règles. Mais Glenn,

vous avez un exemple, NASIC a été financé par l'intermédiaire d'autres départements grâce à ses consultations et communications. Donc cela, c'est un processus qui est bien en place et qui fonctionne.

Ce que je voulais souligner, c'est que nous allons poster une page à ce sujet sur le portail ALAC. C'est ce que nous faisons chaque année fiscale. Pour toutes les demandes budgétaires pour At-Large, nous mettons la demande d'origine, les détails, la description de l'approbation et qui est responsable. Et lors de l'avancée de l'année, on modifie le statut. On commence au 1^{er} juillet pour les ABR qui ont été approuvées récemment.

MOHAMED EL BASHIR : Merci beaucoup Heidi.

Judith ?

JUDITH HELLERSTEIN : Merci. C'est plus clair maintenant pour moi. Ma question est la suivante. L'année dernière, on nous a dit qu'on ne pouvait pas utiliser d'ABR pour la gouvernance de l'internet. Est-ce qu'il y a une liste de thématiques sur lesquelles on ne peut pas demander de fonds de soutien ? Est-ce que ce sont des thèmes qui sont strictement non approuvés ? Parce que de par le passé, il y avait beaucoup plus de flexibilité me semble-t-il. Donc

aimerait vraiment savoir quelles sont les règles parce que comme cela, on ne perdra pas de temps à déposer des dossiers de demande si on sait que de toute façon, cela ne pourra pas être approuvé. Merci.

MARY WONG :

Je peux répondre à cela ? Je veux répondre parce que c’est en effet important pour tout le monde, pour les personnes nouvelles également qui doivent bien comprendre qu’il y a des règles et des principes qui existent dans le processus ABR. Mais il n’y a pas de règle qui dit « pas de manifestation sur la gouvernance de l’internet, pas de financement pour cela. » Ce n’est pas une règle. La règle est exprimée très différemment. Elle n’est pas spécifique par rapport à la gouvernance de l’internet. La règle qui était clarifiée et renforcée je crois l’année dernière pour l’année fiscale 2019 à la base indique que les demandes doivent être pour un financement qui directement est en rapport avec les politiques ou activités techniques.

Je vais donner un exemple hypothétique. Si vous êtes à une manifestation ou s’il y a une initiative chapeautée par la gouvernance de l’internet, s’il y a quelque chose de très précis, de très spécifique sur une politique, un sujet d’actualité auquel on travaille à l’ICANN, vous pouvez utiliser un ABR qui sera éventuellement financé, même si cela rentre dans le cadre de la

gouvernance de l’internet. Il n’y a pas de règle qui dit « pas de gouvernance de l’internet. » Ce n’est pas le cas.

Judith, il n’y a pas de liste qui vous empêche de faire quoi que ce soit.

MOHAMED EL BASHIR : Très utile. Je crois qu’il y a des questions à distance.

GISELLA GRUBER : Merci beaucoup. Nous avons une question en français de Betty Fausta de Guadeloupe. Je vais lire la question en français : « ... seront-ils acceptés en fonction de la géographie ou de la situation politique ? Merci. »

MOHAMED EL BASHIR : Est-ce que vous pouvez répéter s’il vous plaît ?

GISELLA GRUBER : La question est : « Bonjour. Les ALS sont-ils acceptés en fonction de la géographie ou de la situation politique ? » Merci.

MARY WONG : Je ne comprends pas bien la question mais ce que je comprends, c’est que ce n’est pas en rapport avec ce débat de toute façon.

MOHAMED EL BASHIR : Sébastien, vous pouvez nous aider ?

SÉBASTIEN BACHOLLET : C’est très simple. Les ALS dépendent des pays où ils sont. Et un certain nombre d’îles sont françaises, d’autres sont anglaises, d’autres sont locales avec des pays locaux. Donc l’ALS dépend du pays où il est. L’Europe est un peu loin comme c’est des îles du Pacifique, comme c’est des îles dans l’arc caribéen mais cela dépend de son pays. Et la Guadeloupe est jusqu’à présent je crois encore en France.

MOHAMED EL BASHIR : Je crois que nous avons répondu de cette manière à la question.

Donc pas d’autres questions à Mary. Merci beaucoup d’être venue nous expliquer le processus. Merci beaucoup de votre aide

MARY WONG : Merci beaucoup de m’avoir invitée. J’apprécie beaucoup cette possibilité.

MOHAMED EL BASHIR : Merci beaucoup Mary.

Donc nous allons poursuivre avec les sujets d’actualité. Et je crois que nous avons des mises à jour de la part de la région. Nous allons donner à Joanna la possibilité de consolider un petit peu tout cela.

Daniel, vous voulez prendre la parole ? Et ensuite, nous passerons aux représentants régionaux.

DANIEL NANGHAKA : Donc je vais prendre ma casquette pour sensibilisation et engagement et vous donner un aperçu pour ICANN65 et l’année à venir. Et je crois qu’il y a des activités également qui seront partagées.

MOHAMED EL BASHIR : Est-ce que vous pouvez peut-être travailler ensemble, parler de cela ensemble de ces activités jointes ? Ce serait très bien. Vous avez Eduardo, vous pouvez travailler avec lui.

Passons maintenant aux sujets d’actualité. Je crois que Fatima peut nous donner cela ou je peux moi-même vous en parler puisque nous avons terminé nos sujets d’actualité.

Nous avons publié quelque chose, nous sommes très fiers de cela. Nous sommes très fiers de ce rapport qui est en français, en anglais et en arabe. Vous le trouverez sur le wiki. Et merci

beaucoup au personnel d’avoir produit cela. Nous les remercions, nous les applaudissons.

Pour AFRALO, nous avons ces recommandations qui existent par écrit, nous avons un groupe de travail. Et l’objectif, c’était de travailler à des activités de renforcement des capacités, des webinaires. Et vous avez sur ce document des mesures à prendre par rapport à ces sujets d’actualité. Par exemple, nous avons listé au niveau des fTLD plusieurs points de renforcement des capacités et nous serions très heureux d’aider toutes les organisations régionales. Nous avons le rapport qui est devant nous et qui est disponible.

APRALO peut-être va prendre la parole ?

SATISH BABU :

Nous avons donné notre version des sujets brûlants et d’actualité. Je crois que Joanna l’avait demandé. Et je n’ai pas véritablement de mise à jour, de nouveaux points. C’est une compilation simplement de ce qu’on a reçu de la part des RALO. Donc c’est un peu un résumé au niveau de l’ALAC.

MOHAMED EL BASHIR :

LACRALO ?

SERGIO SALINAS PORTO : Merci beaucoup Mohamed.

L’année dernière, nous avons compilé ces sujets d’actualité dans la région et nous sommes arrivés à des conclusions tout à fait intéressantes. Sur la base de ces conclusions, notre groupe de travail de renforcement des capacités de LACRALO se concentre sur des webinaires qui se tiennent dans le cadre de cette initiative pour les ALS. Harold, vous voulez en dire plus peut-être ? J’ai oublié quelque chose, Harold ? Oui, vous avez raison. Il y a donc un rapport très complet qui va être disponible en anglais et en espagnol et je vais partager ce rapport d’ici peu avec vous. C’est tout être que je voulais dire.

MOHAMED EL BASHIR : Olivier Crépin-Leblond pour EURALO ou quelqu'un d'autre ?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci monsieur le président de séance. Je suis Olivier Crépin-Leblond. Et nous, depuis l’année dernière, avons mis cela à jour. Le document se lit de cette manière. Nous avons rajouté quelques points, quelques noms parce que je pense que certains de ces thématiques ont changé par rapport au groupe de travail sur les politiques consolidées sur la responsabilité. Nous avons la première phase du EPDP. Nous sommes dans la phase II déjà. Donc je n’ai pas le document devant moi mais vous pouvez voir

qu’on parle beaucoup des droits de l’homme, on parle de comment l’ICANN défend l’intérêt public. Et nous avons rajouté un point qui était les noms de domaine internationaux, les IDN. C’est un petit peu plus bas dans le document. Vous avez ces différents modèles. Le président Macron a fait un discours pendant le FGI de Paris qui était marquant au niveau des modèles multilatéraux et multipartites. Et Jean-Jacques Subrenat a fait une très bonne synthèse de ce discours et de ces points.

C’est important pour EURALO, c’est important pour At-Large, c’est important pour tout le modèle multipartite de gouvernance. Et j’espère que c’est quelque chose que nous continuerons à débattre lors de nos prochaines réunions.

Si vous descendez encore un petit peu, vous avez d’autres points, vous avez une conclusion. Très bien, dernière ligne. Ça va très vite, vous buvez beaucoup de café. Kofi Annan a dit... Je croyais qu’on avait passé en revue tout le point. Donc on a parlé des conflits avec le RDS, le WHOIS, cela, c’est au niveau du EPDP, du RGPD. Nous avons beaucoup de choses à ce niveau. Évidemment, c’est quelque chose qui vient d’Europe, le RGPD. C’est donc un sujet brûlant. Les règles et les lois gérant la communauté multipartites, les juridictions de l’ICANN et autres entités internationales, c’est très important. Je crois que c’est à peu près tout. Je crois qu’on a à peu près tout couvert.

Est-ce que je peux peut-être lire la dernière ligne ? Je vous donnerai un peu d'eau. Pour gérer l'internet dans nos vies, a dit Kofi Annan... Moi aussi j'ai pris trop de café. On doit au moins être aussi créatifs que ceux qui l'ont inventé. C'est Kofi Annan qui a déclaré cela. Et je crois qu'il faut être en effet très inventifs, très créatifs par rapport à l'environnement qui est de plus en plus difficile.

Nous avons NARALO qui doit dire quelques mots. Eduardo ?

EDUARDO DIAZ :

Je n'ai pas entendu dire Eduardo Diaz mais j'ai entendu NARALO.

NARALO, nos sujets brûlants, on va avoir une liste finale. Cela va être très bien pour travailler dans le cadre de l'ALAC ; cela va être très très bien. On va utiliser tout ce qui a déjà été fait actuellement et de par le passé. C'est toujours chaud. Par exemple le DNS sur HTTPS, on en parle beaucoup. Donc je suis très heureux de voir qu'avec Joanna, vraiment, nous abordons cela. Nous allons synchroniser un petit peu notre travail. On peut avoir nos propres sujets brûlants, je crois, pour notre région du monde mais je crois que l'ALAC a déjà fait beaucoup à ce sujet.

MOHAMED EL BASHIR : Joanna, comment est-ce que l’on va consolider tout cela, ces sujets d’actualité ?

JOANNA KULESZA : Je vais parler un petit peu plus lentement.

Tout a été dit je pense au sujet des sujets brûlants ou d’actualité. Merci aux leaders régionaux d’avoir travaillé à ces documents, merci de leur participation. C’est extrêmement utile pour nous, pour l’ALAC. Cela nous donne une bonne compréhension de ce qu’intéresse les communautés et les RALO. Et comme cela l’a été mentionné lors de la séance de lundi, la liste ne discrimine pas par rapport aux points de vue locaux. Donc s’il y a quelque chose d’important dans une région, on les encourage à poursuivre cela et à poursuivre cette approche.

Mais ce que nous essayons de faire, c’est de voir où on en est au niveau d’At-Large, d’avoir une envergure assez large, de chapeauter tout cela, toutes ces régions du monde, donc d’être assez flexible pour pouvoir répondre, être réactif par rapport à ce qui se passe et par rapport aux sujets d’actualité, véritablement, dont on parle beaucoup en ce moment. C’est un travail qui continue. Mais merci beaucoup pour tout ce qui a été présenté.

MOHAMED EL BASHIR : Oui, Satish ?

SATISH BABU : Moi, j’ai une question de processus que j’aimerais poser. En effet, c’est une cible qui se déplace un petit peu, qui est difficile à atteindre. Nous avons un travail à faire dans le cadre du modèle multipartite. Donc comment s’assurer que cette liste est toujours d’actualité, est toujours au goût du jour ? Parce qu’elle change constamment en fait. La situation évolue constamment.

MOHAMED EL BASHIR : Pour AFRALO, nous allons mettre cela à jour constamment. S’il y a des nouveaux problèmes qui se posent, nous allons les rajouter. À AFRALO, nous avons des points uniques qui concernent les points de diversité, de participation active. Cela, c’est spécifique à AFRALO. Mais nous aurons une mise à jour constante de ces points.

D’autres interventions ? Humberto, Sébastien puis Joanna.

HUMBERTO CARRASCO : Merci beaucoup. Je vais m’exprimer en espagnol.

Merci. Beaucoup d’entre vous sont au courant de ma position par rapport aux sujets brûlants. Je suis très critique par rapport

à cela. Ce n’est pas que je n’aime pas le concept mais c’est qu’à cette réunion, nous avons des exemples très clairs de ce que cela signifie. Mais il y a de cela plusieurs mois, le DNS sur HTTPS, à l’ICANN, ce n’était pas un sujet dont on parlait beaucoup puis tout d’un coup, en quelques semaines, et bien nous avons commencé à en parler, à entendre parler de ce sujet qui devenait d’actualité et qui s’est retrouvé sur la liste de Skype d’At-Large. Je crois que Satish a soulevé un point tout à fait intéressant. Je pense que nous ne devrions pas être si ambitieux et essayer de compiler tous ces sujets. Je crois que, l’année dernière, c’était le respect de la vie privée, la protection dans le cadre du RGPD, des données d’ordre privé. Donc je crois que nous devrions nous concentrer sur un ou deux sujets – je veux dire la communauté At-Large – et nous devrions développer ces un ou deux sujets d’une manière ou d’une autre parce que nous passons trois ou quatre ans à parler de ces sujets et on n’a pas fait beaucoup de progrès. Merci.

MOHAMED EL BASHIR : Sébastien s’il vous plaît.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci. Une des questions de l’évolution du multiacteurs, c’est qu’on a trop de choses à faire. Est-ce qu’on ne pourrait pas commencer par décider nous d’une première chose ? On arrête

de faire ce qui n'est pas absolument utile. Chaque région a ou n'a pas sa liste de sujets importants. Si des régions veulent l'avoir et qui n'en ont pas, qu'ils copient sur les autres ; AFRALO est un bon exemple, EURALO, etc. Mais pourquoi est-ce qu'on a besoin en plus de faire... ? On a trop de choses à faire, alors laissons des choses sur le côté. Et cela, franchement, pour moi, ce n'est pas une priorité. Je pense que les régions font très bien leur boulot. Donc je suggèrerais aux dirigeants membres de l'ALAC de prendre une décision claire, on n'en fait pas au niveau global. Merci.

MOHAMED EL BASHIR : Sébastien, très raisonnable comme suggestion.

Joanna ?

JOANNA KULESZA : Je voulais faire un commentaire sur les questions et observations de Satish, de Sergio et de Sébastien.

Ma réponse à tous ce qu'ils manifestent est que je prends note de tout ce qu'ils disent. Que je sache, il s'agit d'un exercice que l'on fait pour la première fois donc on verra ce que cela donne par rapport à l'exercice des sujets brûlants. On suit bien sûr les indications des régions, donc on verra comment ils finissent. Et

par la suite, on définira quelles sont les activités que nous devons faire au niveau de l’ALAC.

Je suis d’accord avec Sergio ; ce que vous dites est la raison pour laquelle je suggèrerais que les sujets brûlants soient définis aussi généralement que possible, que ce ne soit pas trop spécifique. Donc par exemple, il faudrait qu’on se concentre sur la sécurité et cybersécurité et stabilité, pas sur un PDP spécifique. Si on en parle en termes plus généraux, la liste sera pertinente au travail de l’ICANN dans la durée.

Et c’est pourquoi – Olivier va m’en vouloir – mais c’est pourquoi je suggère d’ajouter les droits de l’homme parce que les droits de l’homme font partie de ce sujet-là. Et je remercie Patrick de sa contribution parce qu’il a dit clairement que la cybersécurité même à l’ICANN n’est plus tout simplement une question de DNS. On essaie d’entrer dans des sujets qui n’ont pas été véritablement abordés. Donc si la définition des sujets brûlants est suffisamment générale, il sera plus facile de montrer ce que nous sommes en train de faire, ce qui nous intéresse, sur ce sur quoi nous nous concentrons, que ce soit la cybersécurité, l’acceptation universelle, les droits de l’homme encore une fois.

Mais quoi que l’on décide, on pourra alors dire à la communauté : voici la liste des trois, quatre cinq ou dix principaux sur lesquels il faut que nous travaillions. C’est pour

cela que je pense que cet exercice est utile. Je suis tout à fait consciente que les circonstances changent mais il y a dans collègues plus expérimentés qui m’ont avertie qu’à l’ICANN, tout change si vite qu’on ne le croit. Donc si les sujets sont suffisamment généraux, il est probable qu’ils restent pertinents, au moins pendant quelques années.

Voilà ma réponse aux questions qui ont été posées. Merci.

MOHAMED EL BASHIR : Merci. Olivier, je vous donne une minute.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci. Il me suffira de 10 secondes.

Je veux signaler que je n’ai pas prévu de frapper Joanna. Je ne l’ai jamais fait, je ne le ferai pas. C’est tout.

GLENN MCKNIGHT : Quand j’étais à la faculté, on s’occupait toujours de la pertinence et des coûts. C’est ce qu’on voyait toujours pour décider. Ce que Joanna dit en fait me fait penser à cela, si c’est lié à la mission et aux valeurs fondamentales. C’est tout. Il y a des problèmes qui vont être abordés sans doute. Il y aura des sujets qu’il sera important d’aborder. Et ce que nous avons fait à NARALO était de faire un sondage auprès de nos ALS, de voir

quelles étaient les capacités qu’on avait. On a trouvé 130 experts en différents domaines, cybersécurité, droits de l’homme, etc. Et on a tout ce talent, on a une pépinière qui a déjà été identifiée. Et on a commencé dès lors à engager des gens comme Marita, comme Sergio pour qu’ils se penchent sur les sujets en plus de détails. C’est ce qu’il faut faire avec les sujets brûlants qui est important. La liste autrement, c’est comme envoyer une lettre au Père Noël ; cela n’a aucune pertinence.

MOHAMED EL BASHIR : Je suis d’accord.

John puis Satish.

JOHN LAPRISE : Je parle du point de vue de la politique et je suis en désaccord avec mon cher collègue de NARALO et ce, parce qu’on m’a rappelé récemment que tel que cela était prévu au départ, l’un des objectifs principaux des sujets brûlants est d’informer la communauté de ce qui est l’intéresse. Ce ne sont pas des actions à suivre. Alors si les RALO décident d’en faire des actions à suivre, à eux de décider.

S’ils veulent prendre des mesures par rapport à ce qui est sur la liste par la suite, c’est très bien. Mais ils doivent agir suivant les attentes de leur communauté. Mais du point de vue plus

général, les sujets brûlants sont là en une certaine mesure pour informer l’ALAC de ce qu’il faut considérer important au moment de voter sur les différentes activités. Donc pour nous, l’existence de cette liste est importante du point de vue consultatif, ne serait-ce que cela.

MOHAMED EL BASHIR : Satish ?

SATISH BABU : Merci. Je pense qu’il y a un chevauchement ou une confusion entre ce qui est important et ce qui est un sujet brûlant. Brûlant, c’est un sujet de grand intérêt. Ce pourrait être les nouveaux sujets. Et cela change. Il y a des sujets qui étaient brûlants l’année dernière qui ne le sont plus cette année. Il faut refléter cela. Est-ce qu’on peut dire brûlant comme sujet qu’il faut communiquer à l’At-Large, aux groupes d’At-Large en général, pour qu’ils apprennent par rapport à cela et pour qu’ils ne soient plus brûlants sans perdre d’importance ?

MOHAMED EL BASHIR : Merci.

Vous avez 30 secondes.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci.

Cela ne m’intéresse pas comment vous les appelez. C’est une étiquette. Le principal est que comme John le disait, on puisse avoir une liste qui soit transmise de la communauté à l’ALAC mais également pour que ceux qui ne connaissent pas l’At-Large et l’ALAC pour que lorsqu’ils nous demanderont : « Mais qu’est-ce que vous faites ? » Regardez, on a ici une liste, voici tout ce qui nous occupe. Ce sera une approche, c’est ce qu’Heidi me dit. Elle me fait signe. Cela fonctionne également au niveau électronique. C’est une bonne manière de dire : « Voilà sur quoi nous travaillons. »

MOHAMED EL BASHIR : Oui. Je pense qu’on est d’accord. Chacun fait les choses à sa manière. Je pense qu’on est d’accord là-dessus.

Dernières cinq minutes avant de conclure. On donnera à Heidi deux minutes pour les fonds discrétionnaires des RALO. Et par la suite, chaque RALO dira la date à laquelle ils envisagent tenir leur assemblée générale.

HEIDI ULLRICH : Merci Mohamed. Il me suffit d’une minute. Je voulais vous faire savoir que cette page est publiée. C’est la page des demandes de fonds pour soutenir des activités de sensibilisation des RALO

au cours de l’exercice fiscal 2020, autrement connues comme demandes de fonds discrétionnaires. C’est de quoi on parlait aujourd’hui.

Comme vous savez, chaque RALO reçoit 4 000 \$ à partir du 1^{er} juillet 2019 jusqu’à la fin de juin, le 30 juin 2020, des fonds qui doivent être utilisés au cours de cette période pour des évènements, pour la restauration d’une séance ou de readout par exemple, vous pourrez imprimer des documents, des brochures si besoin, destiner ces fonds aux déplacements régionaux aussi.

Cette année, il sera également possible d’avoir un voyage en dehors de la région. Donc je voulais vous montrer cette page qui sera publiée sur le portail de l’ALAC et sur la page interRALO comme on l’appelle et également sur la page wiki de chacune des RALO, dans les pages wiki d’accueil de chaque RALO.

On défile un peu pour voir les critères. Ici ce qui a été accordé à partir de nos discussions avec les dirigeants régionaux dans les semaines préalables à l’ICANN. Il y a eu quelques modifications qui apparaissent en rouge. Je cite ici par cœur mais je me rappelle qu’il y a eu une modification qui disait que toutes les demandes devaient d’abord être approuvées par les dirigeants régionaux. Déjà cela, c’est une nouvelle règle qui a été adoptée cette année. En deuxième lieu, il y a un formulaire en ligne qui

est désormais utilisé. Je vous le montrerai dans une minute. Dans le passé, c’était un document de travail qu’il fallait imprimer, compléter, scanner et nous faire parvenir. Maintenant, c’est beaucoup plus simple grâce à Evin.

Et il y a un autre critère ou un autre ajout qui a été fait qui est le fait qu’on a ajouté la question des per diem. Avant, c’était plus difficile de partir en voyage puis de recevoir les fonds. Maintenant, cela a été ajouté.

Je pense que c’est cela, les principaux changements à partir du 1^{er} juillet si je ne me trompe. Et nous allons maintenant voir le formulaire en ligne. Le lien apparaît sur cette page même. Si vous souhaitez présenter une demande, vous devrez commencer par remplir ce formulaire. Il fois qu’il aura été complété, vous le montrerez à la région. Les dirigeants régionaux vont devoir l’approuver. Le personnel va devoir le considérer, [inaudible] l’évalueront. S’il y a des questions, on demandera au vice-président régional de chaque région pour demander leurs commentaires. Et par la suite, ce sera approuvé ou pas, ce qui est très rare. Comme Mary l’a dit, il est également très important de savoir que la rédaction pour l’approbation de ces demandes de budget supplémentaire exige qu’il y ait un rapport qui soit présenté avant l’exercice suivant. Donc avant de s’approcher trop de l’exercice suivant, assurez-vous d’avoir présenté ce rapport de manière à ce que lorsqu’on commencera

à évaluer les demandes pour l'exercice fiscal 2021, on pourra vérifier que le rapport pour l'utilisation de ces fonds ait été présenté. D'accord ?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Et il vous faut l'autorisation.

HEIDI ULLRICH : C'est ouvert pour moi. Je ne sais pas pourquoi vous n'arrivez pas à l'afficher à l'écran. Moi, je l'ai ouvert ici. C'est un Google Docs.

MOHAMED EL BASHIR : Oui, c'est un Google Docs mais on a une difficulté pour le voir.

JUDITH HELLERSTEIN : C'est le personnel de l'ICANN qui peut y accéder. Ce n'est pas ouvert à nous tous.

MOHAMED EL BASHIR : Oui, je pense que c'est peut-être cela la différence. On verra. Vous n'avez peut-être pas les bons droits, l'autorisation pour y accéder.

Merci Heidi, c'est bien d'avoir ces modifications mises en place pour pouvoir présenter nos demandes de budget supplémentaires. Chaque RALO devrait donc nous dire

maintenant à ce point-là quelle est la date prévue pour la tenue de leur assemblée générale annuelle. Nous nous réunirons en 2021 dans le cadre du sommet internet africain. On ne sait pas la ville.

SATISH BABU : Pour APRALO, en 2022 ou 2023, en fonction des disponibilités de budget dans la région Asie-Pacifique, on prévoit de faire coïncider notre assemblée générale annuelle avec la réunion du FGI de l’Asie-Pacifique.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci Mohamed. Je tiens à signaler qu’à l’ordre du jour en fait, il y a non seulement la version préliminaire du formulaire qui est disponible mais il y a également un guide qui a été élaboré par Glenn auquel on ne peut pas accéder non plus parce qu’il faut se faire autoriser par le propriétaire des documents.

MOHAMED EL BASHIR : Olivier, est-ce que vous pourriez nous dire la date proposée ou prévue pour l’assemblée générale annuelle d’EURALO ?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci Mohamed. On ne sait pas. C’est cela la réponse. C’est dans l’avenir. On ne sait pas.

MOHAMED EL BASHIR : D’accord donc il reste du travail à faire.

LACRALO ?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Non pardon, Heidi demandait la parole. Est-ce qu’on n’avait pas accordé une année ?

HEIDI ULLRICH : Oui. Maureen et moi allons rencontrer Xavier Calvez, le responsable financier de l’ICANN dans quelques minutes et nous allons lui montrer le calendrier. Comme accordé, on a discuté à Kobe qu’entre Kobe et Marrakech, il fallait que ce calendrier soit approuvé avec un programme final qui devrait être approuvé entre Marrakech et Montréal.

Lors du dernier appel des dirigeants régionaux, on avait accordé que LACRALO tiendrait la première assemblée du cycle qui est la date à définir tout de suite. Et cela se ferait au cours de l’exercice fiscal 2021 dans le cadre de l’ICANN70. Donc ce ne sera pas lors de la réunion de Cancun de l’année prochaine mais dans celle de 2021. Si vous êtes d’accord avec cela, c’est cela qu’il faut accord tout de suite. Je ne vois pas de désaccord immédiat.

SERGIO SALINAS PORTO : Heidi, j'ai une question. 2021, ce sera encore Cancun ? La ville se répète ? On répètera la destination. Juste pour que vous en soyez consciente. Donc on s'était proposés de pouvoir tenir cette assemblée générale annuelle dans la région en 2021.

MOHAMED EL BASHIR : Sébastien a quelque chose à dire.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Non, c'est juste une question que je voulais poser parce qu'EURALO va devoir fixer une date et il faut la définir avant de quitter Marrakech. Est-ce qu'on ne pourrait pas avoir deux assemblées générales dans l'exercice fiscal de 2021 ?

HEIDI ULLRICH : Dans le passé, on a déjà eu deux régions qui ont tenu leur assemblée générale annuelle dans le même exercice fiscal si ce sont des assemblées plus petites. EURALO est l'une des plus petites si je ne me trompe et une autre plus petite est NARALO. Oui, on pourrait en discuter avec Xavier, Sébastien.

SÉBASTIEN BACHOLLET : C'est juste parce qu'à ce jour, on sait déjà quand on sera en Europe et c'est en juin 2021 qu'on s'y rendra. Donc peut-être que l'AG pourrait être un bon endroit pour se réunir.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Non, on n’en a pas discuté mais l’équipe de travail d’EURALO sur la participation des ALS communique avec le groupe de travail de sensibilisation et participation des parties prenantes. Et lors de la dernière réunion à Kobe, ils ont décidé que l’assemblée générale se ferait dans le cadre de l’EuroDIG. Donc ici le problème est que nous n’avons la date que de l’EuroDIG de l’année prochaine, qui se tiendra à Triste en Italie. On a la date exacte pour l’année prochaine mais c’est en 2020. Donc en fait, il faudrait voir quand et où se tiendrait l’EuroDIG de l’année suivante, ce que nous ne savons pas pour l’instant. Donc on sait déjà que cela se tiendra au mois de juin. Donc on pourrait le faire en juin 2021, 2022. Cela dépendra des priorités des autres. Comme Heidi le disait, il est possible de tenir deux assemblées générales en une même année si elles sont petites mais pas si elles sont grandes parce que cela demande trop de travail pour le personnel.

MOHAMED EL BASHIR : Ce sera à EURALO de le considérer à l’interne.

Ceci étant dit, nous allons clore la séance. Merci d’y avoir participé. Nous remercions les interprètes.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]